

Centre des finances publiques : « Si on ne fait rien, on est perdants »



Une quarantaine d'agents travaillent au centre des impôts à Auray, qui fermerait à l'horizon 2022. | OUEST-FRANCE Virginie JAMIN. Publié le 13/07/2019 à 08h00

Les élus de l'intercommunalité Auray Quiberon terre atlantique (Aqta) étaient réunis vendredi 12 juillet 2019. Ils sont revenus sur la fermeture prévue du centre des finances publiques d'Auray.

Dans le département, « **la ville la plus pénalisée serait Auray** », alerte Philippe Le Ray, président d'Auray Quiberon terre atlantique (Aqta). La communauté de communes était réunie vendredi, à Plouharnel.

Le centre des impôts, qui disparaîtrait d'Auray sous sa forme actuelle d'ici 2022, a été le point de départ

d'un échange plus large sur l'ancrage des services publics dans le territoire.

Une réunion aura lieu en septembre, avec la direction départementale des finances publiques. Les élus d'Aqta y sont conviés, pour défendre leurs positions.

Philippe Le Ray a rencontré cette semaine Bruno Le Maire, ministre de l'Économie. Lequel lui a indiqué, au sujet de la réorganisation des centres des finances publiques : « **Tout est lancé, mais organisez-vous dans vos départements.** » Philippe Le Ray rebondit : « **Rien n'est bloqué, mais on a de fortes inquiétudes à avoir.** »

« Y aller collectivement »

Maire de Locoal-Mendon, Jean-Maurice Majou a pour sa part discuté récemment avec le directeur régional des finances publiques, qui s'est enquis de la création d'une Maison de services au public. Bref, c'est « **mal parti** ».

Philippe Le Ray embraie : « **Si on ne fait rien, on est perdants. Pour organiser un rapport de force, il faut y aller collectivement. Pour ce qui est de pouvoir conserver des emplois publics sur notre territoire, rien n'est figé, sauf si on ne fait rien.** »

Maire adjoint à Crac'h, Ronan Le Délézir appuie : « **Affirmons-nous. On est un pôle, entre Vannes et Lorient. Il faut se défendre.** »

Par exemple, sur la question de l'hôpital, « **cruciale** », Laurence Le Duvéhat, maire de Saint-Pierre-Quiberon, abonde : « **On a une image de population vieillissante. Si on laisse partir des services, des acteurs, que devient-on ?** »

Depuis sa création en 2014, Aqta a œuvré sur différents points : « **Il ne faut pas casser la baraque qui marche.** »

Espace autonomie seniors, tribunal par le passé, urgences, centre des impôts...
« **Soyons offensifs, disons stop : on ne veut plus de services qui nous quittent** », plaide Joseph Rochelle, maire d'Auray.

Il émet l'idée d'une motion. Elle sera proposée à la rentrée...